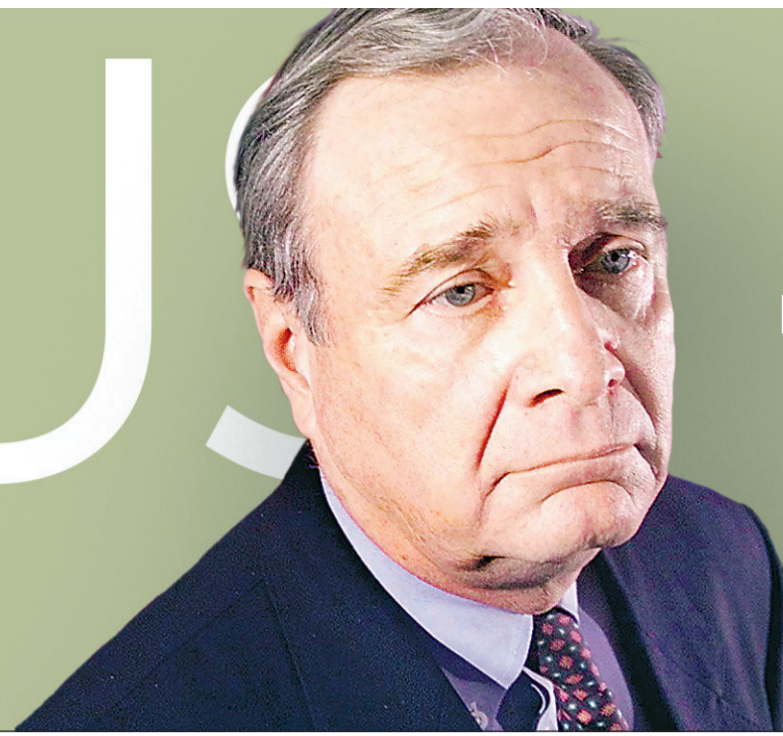


PLU

DES ÉLECTIONS HISTORIQUES... POUR QUI? PAGE 3



PAUL MARTIN

L'AQUACULTURE FAIT LE BONHEUR DES UNS... PAGE 5



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

Pour la première fois depuis 1998, l'immense machine du cinéma XXX, qui génère à l'échelle de l'Amérique autour de 10 milliards de dollars par année, est presque complètement immobilisée à cause d'un problème de contamination au VIH.

L'industrie du film XXX joue-t-elle avec le feu?

Il n'a fallu qu'un seul cas confirmé de transmission du VIH, le virus du sida, parmi les acteurs de cinéma XXX, le 13 avril dernier, pour qu'un vent de panique sans précédent paralyse entièrement la prolifique vallée de San Fernando, véritable Hollywood du sexe. Mais pour l'industrie du film porno, qui craint comme la peste l'apparition de règles restrictives de production, la frousse ne faisait que commencer...

TRISTAN PÉLOQUIN

L'histoire semblait à première vue banale : de retour d'un tournage au Brésil, Darren James, un vétérinaire du cinéma porno américain, se soumet à un test qui révèle qu'il est séropositif. Dans les heures qui suivent, on apprend qu'une autre actrice, la Montréalaise Lara Roxx, qui vient tout juste de tourner une scène avec James, est aussi infectée. Les choses se compliquent rapidement. En proie à une panique certaine, une quarantaine de *pornstars* liées de près à l'acteur infecté, dont deux autres Montréalaises, se mettent en « quarantaine volontaire ». Aussitôt, les principaux producteurs américains (imités sans tarder par ceux du Canada et du reste de l'Amérique) décrètent un moratoire de 60 jours sur la production de films pornos.

Pour la première fois depuis 1998, l'immense machine du cinéma XXX, qui génère à l'échelle de l'Amérique autour de 10 milliards de dollars par année, est presque complètement immobilisée à cause d'un problème de contamination au VIH.

Les questions fusent de partout, et le L.A. County Health Department, l'autorité en matière de santé publique de la région de Los Angeles, demande des comptes. Les premiers constats sont accablants : non seulement Lara Roxx, la jeune actrice montréalaise infectée par Darren James, a-t-elle été obligée de travailler sans condom, mais en plus tout indique qu'elle s'est fait « tordre un bras » par l'entourage du producteur et acteur Mark Antony pour se soumettre à une pratique sexuelle hautement risquée, à laquelle seule une infime minorité d'actrices acceptent de prendre part.

Et la tempête est loin d'être terminée. Inévitablement, à la lumière de son enquête et de la découverte de deux nouveaux cas d'infection (portant à quatre, un homme et trois femmes, le nombre total d'acteurs infectés), le L.A. County Health Department propose deux solutions honnies des producteurs : légiférer de manière à rendre le port du condom obligatoire et régler sévèrement le fonctionnement de l'industrie.

Un système de prévention inégalé

Pourtant, au-delà de la question taboue du port obligatoire du condom, force est d'admettre que l'industrie américaine du cinéma porno, principal gagne-pain de plus de 1500 acteurs et actrices, a su mettre sur pied au fil des ans un système inégalé de prévention de transmission des MTS.

Depuis 1998, l'Adult Industry Medical Health Care Foundation (AIM), un organisme entièrement soutenu par l'industrie qui possède des antennes dans une dizaine de villes américaines, mène annuellement plus de 80 000 tests de dépistage de maladies transmises sexuellement et procède à des dizaines de milliers de consultations auprès des acteurs et actrices pornos américains. Les méthodes de contrôle et de surveillance de l'AIM sont si efficaces que, dans les minutes qui ont suivi la confirmation de la séro-

positivité de Darren James, l'organisme a publié sur son site Web la liste exhaustive de tous les acteurs et actrices qui ont eu des rapports sexuels directs ou indirects (deuxième ou troisième degré) avec Darren James depuis son dernier test de dépistage.

Avec une rapidité inouïe, l'organisme a aussi organisé plusieurs rencontres avec les producteurs, où diverses stratégies de prévention, dont la question du port obligatoire du condom, ont été discutées.

Côté autorégulation, l'industrie a aussi largement fait ses preuves, estime Sharon Mitchell, ancienne *pornstar* devenue médecin qui a fondé l'AIM en 1998 à la suite d'un épisode semblable de contamination au VIH. « Les producteurs dépendent à 100 % des acteurs pour tourner leurs films. Ils font donc très attention pour maintenir leur réputation et éviter qu'elle soit entachée par un cas de contamination sur leurs plateaux, a indiqué M^{me} Mitchell lors d'un bref entretien téléphonique avec *La Presse*. C'est pourquoi ils exigent systématiquement que les acteurs aient en main un test de dépistage négatif qui date d'au plus un mois. »

Résultat des comptes : des 80 000 tests de détection du sida menés par AIM depuis 1998, seuls 14 cas (y compris les quatre cas présents) se sont révélés positifs.

Au Québec

Au Québec, où la production se résume à moins de 10 films par année (selon les données de la Régie du cinéma) et à quelques dizaines de sites Internet avec webcam (où le condom est de mise), il va sans dire que l'existence d'un organisme semblable à AIM est carrément impensable.

Cela n'empêche cependant pas les principaux producteurs d'affirmer que le métier de *pornstar* est parfaitement sans danger en sol québécois. Les tests de dépistage datant au maximum de 10 jours (réalisés par une entreprise reconnue par le Laboratoire de santé publique du Québec) y sont obligatoires, et aucun acteur n'est forcé de se soumettre à des pratiques risquées s'il ne le souhaite pas, ont affirmé différents acteurs et producteurs questionnés par *La Presse*.

« En fait, au Québec, même si nous sommes perçus comme des amateurs par les Américains, le risque de transmission des MTS est minuscule par rapport à celui de la vallée de San Fernando, affirme Vincento Rossi, producteur et réalisateur pour Érobec. Ici, contrairement à ce qui se passe là-bas, les acteurs ne font pas 15 scènes par semaine avec 15 différents acteurs ou actrices, qui ont eux-mêmes eu des relations sexuelles avec 15 ou 20 autres personnes », indique le producteur.

PLUS



PHOTO ALAIN ROBERGE

Infectée par le VIH lors du tournage de son premier film en sol américain, la Montréalaise Lara Roxx estime aujourd'hui que l'industrie du film porno utilise la « désensibilisation sexuelle » pour convaincre les actrices de se soumettre à des pratiques dégradantes.

Une industrie qui carbure à la « désensibilisation sexuelle »

TRISTAN PÉLOQUIN

À peine un mois s'est écoulé depuis que Lara Roxx a appris qu'elle devrait désormais vivre avec le virus du sida, mais déjà la jeune femme de 22 ans, qui n'avait que trois mois d'expérience comme *pornstar* lorsqu'elle a tourné la scène qui lui sera éventuellement fatale, tient un discours extrêmement réfléchi sur le monde de la pornographie.

« Au bout du compte, l'industrie porno fonctionne de la même manière que les *pimps* dans le monde de la prostitution, analyse-t-elle. Les producteurs et leur entourage commencent par te convaincre que

c'est normal de te faire éjaculer au visage, puis après quelques scènes, la première chose que tu sais, c'est que tu trouves que c'est correct

« Pour en arriver à accepter de faire tout ce que j'ai fait, c'est clair que j'ai été soumise à une sorte de mécanisme de « désensibilisation sexuelle », et je pense que ça ne devrait pas être légal », croit Lara Roxx.

d'accepter la pénétration anale, même si c'est contre tes principes et que tu trouves macabre que des gars soient excités par quelque

chose qui est aussi souffrant. »

« Pour en arriver à accepter de faire tout ce que j'ai fait, c'est clair que j'ai été soumise à une sorte de

mécanisme de « désensibilisation sexuelle », et je pense que ça ne devrait pas être légal », croit Lara Roxx.

« Si je m'étais vraiment écoutée, jamais je ne me serais rendue jusqu'ou je suis allée », poursuit celle qui, sous la pression d'un gang de rue, a commencé avant même d'avoir 18 ans sa carrière dans l'industrie du sexe comme danseuse nue dans des bars du centre-ville.

« C'est exactement avec la même forme de *brainwashing* hyperviolent qu'on m'a convaincue que j'avais un beau corps et qu'il fallait que j'en fasse profiter un maximum de personnes en dansant chez Parée ou au Super Sexe, lance l'ex-actrice. Aujourd'hui, je pense qu'une fille qui accepte de se déshabiller

devant des inconnus devrait se poser de sérieuses questions. »

Désormais sans travail et aux prises avec une maladie qui lui coûtera peut-être la vie, Lara Roxx vient de mettre sur pied une fondation pour venir en aide aux jeunes atteints du sida.

« Je veux aussi me consacrer à un projet de disque hip-hop, indique-t-elle. Je me suis donné pour but de transmettre le message aux jeunes que la vie est vraiment fragile et que le VIH, c'est du sérieux. C'est *plate* que je m'en sois rendu compte en tombant malade, mais maintenant j'espère, grâce à l'art, aider à prévenir plutôt que de devoir guérir. »

« Moi, on ne m'a jamais forcée », dit Katrina

TRISTAN PÉLOQUIN

Très sûre d'elle, un brin exhibitionniste, Katrina, une autre actrice montréalaise qui a tourné plus d'une cinquantaine de films XXX, dont plusieurs en sol américain, est catégorique : le monde du cinéma porno n'est pas parfait, mais ce n'est pas non plus l'industrie insouciant et irrespectueuse qui a été décrite à maintes reprises.

« Quoi qu'en disent la plupart

des actrices, moi, on ne m'a jamais forcée à faire quoi que ce soit. On peut bien me le proposer un million de fois, je refuse systématiquement la pénétration anale et les pratiques que je juge dégradantes, même si c'est plus payant. Personne ne m'a jamais menacée de ne plus me donner de boulot pour autant », affirme l'actrice originaire de Russie, qui étudie en cinéma à l'Université Concordia.

Âgée de 22 ans (« je dis toujours

que j'ai 20 ans, c'est plus vendeur pour les producteurs »), Katrina a même tourné une scène l'été dernier avec Darren James, l'acteur à la source de la crise qui secoue depuis la mi-avril l'industrie américaine du cinéma porno.

« Les détails de cette scène avaient été fixés longtemps d'avance. Darren n'a même pas essayé de me convaincre de faire une scène anale. Il a agi en vrai gentleman », raconte simplement Katrina.

Comment inciter à porter le condom?

TRISTAN PÉLOQUIN

Pour le moment, tant au Canada qu'aux États-Unis, aucune loi n'oblige les artisans du cinéma porno à porter un condom lors du tournage d'une scène à risque.

Et à voir les intenses campagnes de lobbyisme menées par l'industrie, la situation risque fort de demeurer ainsi.

La raison est simple : « Les films pornos sont étroitement liés aux fantasmes des hommes, et selon la majorité des producteurs, ces fantasmes impliquent à peu près n'importe quoi sauf la présence

du condom », explique Vincenzo Rossi, d'Érobec.

Malgré plusieurs campagnes de sensibilisation, la question du condom demeure donc un éternel tabou.

À en croire la fondatrice d'AIM, Sharon Mitchell, un changement draconien des pratiques est néanmoins toujours possible.

« Ce que nous pouvons faire, c'est récompenser les producteurs, les distributeurs et les acteurs qui utilisent le condom en créant un « label de qualité » (*seal of approval*) reconnu par l'Occupational Safety and Health Adminis-

tration (l'équivalent américain de la CSST), par le ministère fédéral de la Santé et par l'AIM », suggère-t-elle dans une lettre ouverte publiée la semaine dernière dans le *New York Times*.

« Si les grandes chaînes hôtelières comme Hilton et Marriott ainsi que les compagnies de câblodistribution comme Time Warner et Comcast ne diffusaient que ces films homologués, les artisans du cinéma porno auraient un encouragement financier très puissant pour les forcer à imposer le port du condom (...). Il suffit donc de jouer sur ce filon », croit-elle.

L'INDUSTRIE DU FILM PORNO EN CHIFFRES

Nombre de films tournés chaque année

Aux États-Unis : au-delà de 10 000

Au Québec : moins de 10, selon la Régie du cinéma

Nombre d'acteurs qui vivent uniquement du cinéma XXX

Aux États-Unis : environ 1500

Au Québec : 0

Cachet moyen versé pour une scène (en \$ US)

Hommes

De 300 à 400\$, indépendamment du type de scène tourné

Femmes

> Fellation : de 150 à 300\$
> Pénétration vaginale : de 600 à 1000\$
> Pénétration anale et autres pratiques *hard core*: 1500\$ et plus

Nombre moyen de scènes tournées chaque semaine par un acteur de la Porn Valley

Hommes : entre 10 et 20

Femmes : 10 et moins

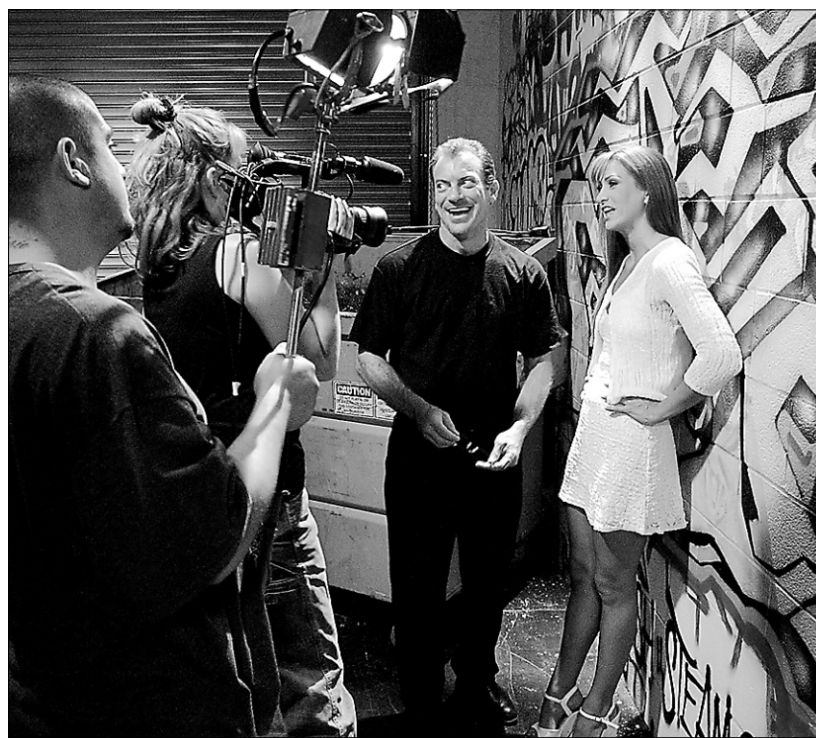


PHOTO AP

Plateau de tournage du film porno *The Alley* avec les acteurs Randy Spears et Nikita Kash.



PHOTO PRESSE CANADIENNE

Paul Martin affirme que les élections qu'il s'apprête à déclencher seront les plus importantes jamais tenues dans l'histoire du Canada.

Des élections historiques... pour qui?

Paul Martin s'apprête à convoquer les électeurs aux urnes après quelque 150 jours passés à la tête du gouvernement. Mais au moment où il joue sa carrière politique, le premier ministre semble incapable de définir l'enjeu de la prochaine campagne électorale. Notre chef de bureau à Ottawa fait le point.



JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Paul Martin est catégorique : les élections qu'il s'apprête à déclencher seront les plus importantes jamais tenues dans l'histoire du pays.

Ainsi, si on se fie à ses propos, elles seront plus déterminantes que celles de 1988, quand les conservateurs de Brian Mulroney ont proposé aux électeurs d'embarquer dans l'aventure du libre-échange avec les États-Unis d'abord et le Mexique ensuite, une mesure à laquelle libéraux et néo-démocrates se sont farouchement opposés.

Elles seront plus cruciales encore que les élections fédérales tenues en période de guerre, soit celles de 1917, remportées par le conservateur Robert Borden, ou celles de 1940, gagnées par le libéral Mackenzie King, dont le gouvernement a dû revenir sur sa promesse de ne pas imposer la conscription au pays, divisant francophones et anglophones d'une manière sans précédent.

Et, toujours selon le premier ministre, elles seront plus importantes que celles qui ont eu lieu durant les périodes de grave crise économique qui ont frappé le pays, soit les scrutins de 1878, 1930 et 1935.

M. Martin a tenu ces propos au sujet de l'importance qu'il accorde à la prochaine bataille électorale devant ses députés libéraux réunis en caucus, derrière des portes closes, la semaine dernière.

De toute évidence, le premier ministre cherchait à motiver ses troupes. Car convoquer les électeurs aux urnes au moment même où l'appui au Parti libéral dans les sondages demeure fragile est loin de faire l'unanimité chez les députés, notamment parmi ceux qui représentent les régions rurales ou le Québec.

Malgré l'étonnement des partis de l'opposition et même des historiens, M. Martin n'a pas hésité à répéter ses propos devant les journalistes 24 heures plus tard. « C'est une élection où, contrairement à d'autres élections, les choix sont vraiment clairs », a affirmé le premier ministre à l'issue d'une réunion de son cabinet. « Les différences d'opinion entre l'Alliance conservatrice et le Parti libéral, lorsqu'il est question de protection du tissu social de ce pays et de l'égalité des chances, les différences ne pourraient pas être plus claires », a-t-il soumis.

Mais au moment où le gouvernement Martin multiplie les annonces et les promesses avant de déclencher les hostilités, dans le but de courtiser les électeurs toujours en colère contre les libéraux dans la foulée du scandale des commandites, aucun enjeu électoral ne semble s'imposer.

Recherché : un enjeu

L'avenir du régime de soins de santé, l'utilisation des surplus records de la caisse de l'assurance-emploi, l'éducation, le fardeau fiscal des contribuables, le rôle du Canada dans le monde et l'environnement sont des dossiers qui seront chaudement débattus pendant les cinq semaines de campagne électorale. Mais ces sujets étaient aussi au cœur des élections de novembre 2000 et de juin 1997.

Résultat : Paul Martin cherche toujours un enjeu qui lui permettra de se démarquer de manière décisive des conservateurs de Stephen Harper ou des néo-démocrates de Jack Layton, afin d'obtenir des électeurs son premier mandat comme premier ministre.

Il se prépare pourtant à déclencher des élections depuis le jour où il a pris les commandes du gouvernement, le 12 décembre. De fait, toute l'action de son gouvernement, jusqu'à présent, a été modelée en fonction d'un scrutin printanier. Après avoir évincé du cabinet tous les fidèles partisans de Jean Chrétien, il a soigneusement pris soin de prendre ses distances des réalisations de son éternel rival dans l'espoir de présenter les libéraux comme une équipe renouvelée.

Il a ainsi mis la hache dans le controversé programme des commandites, il a annulé certains projets annoncés par son prédécesseur tels que l'investissement de 700 millions de dollars sur cinq ans pour moderniser le réseau ferroviaire de VIA Rail ou encore la construction d'un Musée de l'histoire politique.

En revanche, son gouvernement n'a fait qu'adopter les projets de loi qui avaient été déposés aux Communes par l'administration Chrétien : celui créant les nouvelles circonscriptions électorales, celui créant un poste de conseiller en éthique indépendant, ou encore celui permettant aux industries pharmaceutiques de vendre des médicaments génériques aux pays africains.

La priorité absolue

À l'origine, M. Martin et ses stratèges comptaient déclencher des élections rapidement, le 4 avril pour un scrutin le 10 mai, soit après avoir présenté un nouveau discours du Trône et déposé un budget. Mais la publication du rapport dévastateur de la vérificatrice générale Sheila Fraser, le 10 février, sur la gestion du défunt programme de commandites a chambardé tous leurs plans.

À un point tel que le premier ministre, confronté à une avalanche de sondages prédisant l'élection

d'un gouvernement minoritaire libéral, a été contraint de reporter de semaine en semaine le déclenchement des hostilités.

En fait, l'idée de retarder d'un an les élections a même effleuré l'esprit des stratèges libéraux tellement la pente semblait abrupte il y a quelques semaines encore, même si M. Martin a cherché à calmer la grogne des contribuables en mettant sur pied une commission d'enquête sur le scandale. Il a aussi sillonné le pays pour expliquer sa détermination à aller au fond de cette affaire, mais l'appui aux libéraux ne dépasse guère les 40 % dans les sondages, ce qui est loin d'être suffisant pour leur assurer une victoire majoritaire.

Depuis quelques semaines, le premier ministre tente tant bien que mal de faire de l'avenir du régime de soins de santé le principal enjeu de la campagne électorale, conscient que cette question demeure la priorité absolue d'une majorité de Canadiens selon les sondages.

M. Martin veut présenter le Parti libéral qu'il dirige comme le gardien du régime de soins de santé et promet d'accorder aux provinces un financement accru pour la santé s'il est réélu. Il cherche également à dépendre le Parti conservateur comme le démolisseur de ce joyau des programmes sociaux s'il est

Aujourd'hui, bon nombre de libéraux estiment que le premier ministre pourra se compter chanceux s'il remporte une mince majorité, soit 155 sièges ou plus.

porté au pouvoir, compte tenu que Stephen Harper prône un rôle accru du secteur privé pour prodiguer des soins de santé payés par l'État. Mais cette stratégie a déjà du plomb dans l'aile depuis que le ministre de la Santé, Pierre Pettigrew, a ouvert toute grande la porte à la possibilité que le secteur privé joue un plus grand rôle dans la santé. En outre, M. Martin a dû se défendre la semaine dernière d'avoir recours à une clinique privée de Montréal afin d'obtenir de meilleurs soins ou d'éviter les longues listes d'attente.

Parallèlement, les stratèges libéraux ont préparé une série d'annonces publicitaires négatives qui n'ont pas encore été diffusées. Elles visent à présenter Stephen Harper

comme un extrémiste de droite intransigeant. Toutefois, plusieurs députés libéraux, dont le ministre du Revenu, Stan Keyes, se sont élevés contre ces attaques publicitaires, croyant dur comme fer que cela se retournerait contre les libéraux, comme ce fut le cas lorsque les conservateurs de Kim Campbell ont voulu s'attaquer à l'apparence physique de l'ancien premier ministre Jean Chrétien aux élections de 1993.

Vision narcissique ?

Propulsé à la tête du Parti libéral en novembre par une redoutable machine et jouissant d'une grande popularité dans les sondages avant d'obtenir les clés du pouvoir, Paul Martin et ses troupes semblaient destinés à remporter plus de 200 des 308 sièges aux Communes il y a à peine six mois.

Aujourd'hui, bon nombre de libéraux estiment que le premier ministre pourra se compter chanceux s'il remporte une mince majorité, soit 155 sièges ou plus.

Et si les nombreux sondages qui prédisent l'élection d'un gouvernement minoritaire libéral se concrétisent, M. Martin pourrait voir son rêve de devenir premier ministre élu se transformer en cauchemar. En effet, le chef du Parti libéral devra soumettre son leadership à un vote de confiance obligatoire des militants au prochain congrès du parti, qui a lieu tous les deux ans.

Les libéraux qui ont été marginalisés depuis son arrivée au pouvoir — les John Manley, Martin Cauchon, Allan Rock, Sheila Copps et compagnie — se préparent déjà à ce grand rassemblement de la famille libérale dans l'éventualité où Paul Martin trébucherait durant la campagne électorale et que les libéraux, habitués au statut de *natural governing party*, doivent conclure une alliance avec le NPD pour gouverner le pays.

Voilà qui explique sans doute pourquoi Paul Martin accorde autant d'importance au prochain scrutin, selon le réputé historien Michael Bliss.

« La notion selon laquelle les prochaines élections seront les plus importantes jamais tenues est pour le moins bizarre. À quoi pensait Paul Martin pour dire une telle chose ? La réponse semble être que Paul Martin croit que des élections qui décideront si Paul Martin continue à gouverner le Canada constituent l'événement démocratique le plus important dans l'histoire du pays », affirme l'historien.

PLUS

DES OH! ET DES BAH!

La rubrique qui voit et entend tout

DES CHIFFRES QUI PARLENT

30%

Baisse du taux de natalité dans la ville de Gênes suscitée par les violences survenues lors du sommet du G8 de 2001.

34

Nombre de pesticides différents décelés dans les échantillons de sang et d'urine de près de 10 000 Américains analysés par l'agence de santé publique des États-Unis.

100 milliards

Quantité de dollars qui auraient été détournés de l'aide financière au développement avancée par la Banque mondiale depuis 1946.

ICI ET AILLEURS

MONTRÉAL
Le sens des outardes

L'été est arrivé, il n'y a plus aucun doute. La fin de semaine dernière, le maire Gérald Tremblay a aperçu un imposant vol d'outardes dans le coin de son chalet des Laurentides. « Et quand je vois le premier vol d'outardes, c'est que l'été est à notre porte », a-t-il confié mardi lors d'une discussion à bâtons rompus. Espérons qu'il saura lire avec autant de finesse dans le cœur des défusionnistes que dans celui de Dame Nature...

QUÉBEC
Le chef-d'œuvre de Rousseau?

Les Québécois lisent moins qu'avant. Mais ce n'est pas le cas à l'Assemblée nationale. Oh que non! Les journalistes qui assistaient à l'étude des crédits du ministère de la Culture cette semaine à Québec ont pu noter que le député libéral de Charlesbourg, Éric R. Mercier, pouvait citer généreusement Molière et « les prouesses des *Fourberies de Scapin* » ou « certains ébats de la Comédie humaine » et encore « Jean-Jacques Rousseau dans son très bon livre, son chef-d'œuvre, *De la démocratie* »... Alexis de Tocqueville, qui a écrit *De la démocratie en Amérique en 1835*, a dû se retourner dans sa tombe!

DUBAÏ
Du travail pour les ben Laden

Oussama ben Laden

Le groupe ben Laden, ironie du sort, s'est récemment vu attribué le contrat de construction du plus grand gratte-ciel du monde, un bâtiment de plus de 650 mètres devant être érigé à Dubaï dans les Émirats arabes unis. La compagnie, fondée par le père d'Oussama Ben Laden, fait depuis plusieurs années des pieds et des mains pour se distancer du redoutable terroriste, qui a été renié par sa famille après avoir perdu sa citoyenneté saoudienne en 1994. Espérons que le renégat ne tentera pas d'apporter sa touche sanguinaire à la nouvelle œuvre familiale.

ILS, ELLES ONT DIT...

Éclairant

« Maintenant qu'on sait fort bien qu'il y a une prolifération des armes nucléaires et que beaucoup d'armes qu'avait Saddam Hussein on ne sait pas où elles sont (sic), alors ça veut dire que les terroristes ont accès à tout cela. »

— Le premier ministre canadien, Paul Martin, en réponse à quelqu'un qui lui demandait si le monde est devenu un endroit plus sûr depuis l'invasion de l'Irak.

Éclairé

« Vous dirigez courageusement notre nation dans la guerre au terrorisme. Vous faites un travail magnifique. »

— Le président américain George W. Bush chantant les louanges du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, sur la sellette en raison du scandale des prisons militaires américaines.

Illuminé

« La violence contre l'homme offense Dieu lui-même, qui a créé l'homme à son image. »

— L'archevêque Giovanni Lajolo, ministre des Affaires étrangères du pape, commentant le scandale en question.

EN HAUSSE... EN BAISSÉ



> BONO



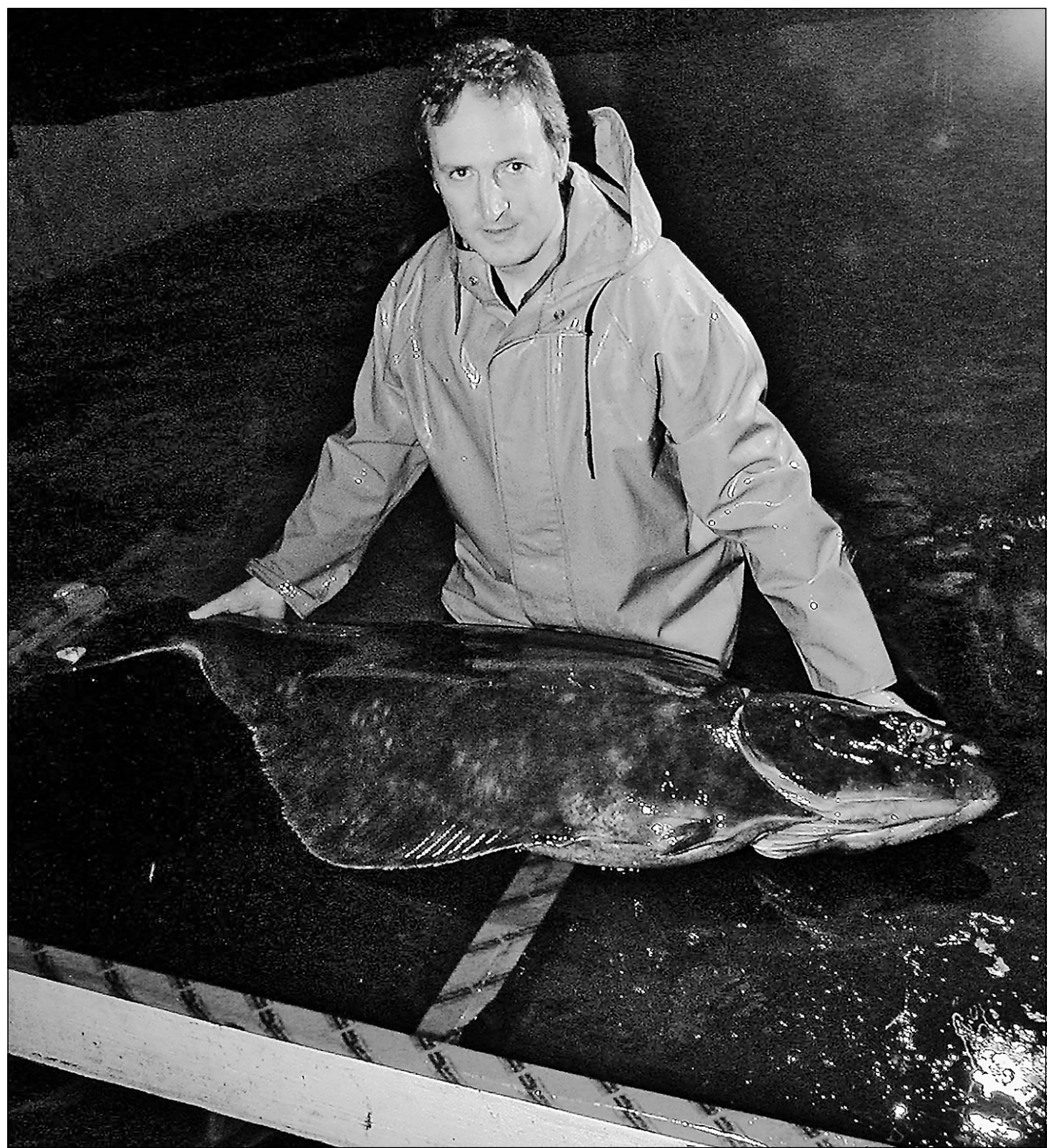
Prouvant sa dévotion sans bornes à la cause de l'humanité, et celle de Paul Martin, le chanteur est accouru derechef au Canada cette semaine pour poser fièrement à côté du premier ministre après que celui-ci eut annoncé des investissements additionnels pour la lutte contre le sida.



> ADRIEN BRODY



L'acteur, qui a obtenu un lucratif Oscar pour son rôle marquant dans le film *Le Pianiste*, a payé 12 000 euros pour participer à une course illégale et dangereuse sur route avec d'autres membres du jet set. Peut-il trouver mieux à faire avec son argent?



David Raymond, président de Maritime Mariculture Inc. à St. Andrews, au Nouveau-Brunswick.

PHOTO STEPHEN MACGILLIVRAY. COLLABORATION SPÉCIALE

Du caviar d'élevage

MATHIEU PERREAULT

ST. ANDREWS, Nouveau-Brunswick — Donald Breaux a un rêve : produire un caviar néo-brunswickois qui rivalisera avec celui de Russie. L'aquaculture donne de grandes idées à ce commerçant d'instruments chirurgicaux de Saint-Jean.

Grâce à un fonds canadien de développement de l'aquaculture, M. Breaux a lancé en 1998 un programme d'élevage de l'esturgeon au Centre de recherches marines fédéral de St. Andrews. Ses bêtes de 25 kg ont déménagé ce printemps dans une usine flambant neuve, construite non loin au coût de deux millions. « Vous pourrez trouver du caviar du Nouveau-Brunswick d'ici l'automne », assure-t-il.

Grâce au prix élevé du caviar, plus de 1500 \$ le kilo, M. Breaux pourra faire son élevage à l'intérieur, ce qui élimine pratiquement tout impact environnemental, en plus de garantir des conditions stables aux esturgeons. « Dans la nature, les esturgeons peuvent grandir trois ou quatre mois par an, pendant l'été », explique l'entrepreneur, mélangeant l'anglais avec un français pratiquement incompréhensible. « Chez nous, ils poussent six fois plus vite. Nous n'avons pas de maladie, donc pas besoin d'antibiotiques, les stress sont réduits au minimum. »

Le centre de recherches marines

multiplie les tentatives d'élevage de différentes espèces. Dans le bâtiment voisin des esturgeons de M. Breaux, un ancien cadre de Texaco à Montréal s'est lancé dans le flétan. « J'avais envie de changer d'orientation, et je suis tombé sur un article du *Globe and Mail* sur l'aquaculture », dit David Raymond. J'ai suis

« J'ai déjà dépensé plus de 3 millions et j'aurais besoin de 300 000 \$ à 400 000 \$, mais le ministère des Pêches ne fait que de la recherche et pas d'aide au développement. »

allé étudier en Norvège, et j'ai conclu un accord avec une compagnie norvégienne qui travaillait déjà sur le flétan pour développer la technique au Canada.

M. Raymond a commencé en 1996 et est sur le point de commencer la commercialisation, mais il ne parvient pas à obtenir des subventions fédérales pour la dernière phase de développement. « J'ai déjà dépensé plus de 3 millions et j'aurais besoin de 300 000 \$ à 400 000 \$, mais le ministère des Pêches ne fait que de la recherche et pas d'aide au déve-

loppement. » Comme M. Breaux, il a choisi le flétan parce qu'il est plus rentable : 5 \$ US la livre, contre 3 \$ US pour le saumon. Il travaille à adapter la moule pour saumon, qui contient des ingrédients lui assurant une belle couleur rose orangé qui détonne chez le flétan. « Pour cette raison, nous devons utiliser 50 % de moule vivante, ce qui est plus cher que la moule pour saumon. On essaie aussi de développer une moule végétarienne à base de soja. »

M. Raymond a mis au point une technique de récupération des oeufs de flétan qui est plutôt surprenante : il ne fait rien moins qu'un massage de la gonade, un processus appelé *milking* en anglais, ce qui donne lieu à une foule de blagues puisque ce terme est associé à l'onanisme.

La course à l'or turquoise touche même les chercheurs du ministère des Pêches.

Ils travaillent notamment à des projets de conchiculture — l'élevage de mollusques — sous les cages à saumon, afin de tirer profit de la biomasse perdue sous forme de moule non mangée et d'excréments de saumons.

Et aussi à l'aquaculture au large, qui permettrait d'augmenter le nombre de saumons par cage puisque les courants plus forts nettoieraient mieux les cages.

L'aquaculture, un facteur dans l'effondrement des pêches

MATHIEU PERREAULT

ST. ANDREWS, Nouveau-Brunswick — Jusqu'à tout récemment, les grandes chaînes de supermarchés n'avaient du saumon qu'en saison. Maintenant, il fait partie de l'inventaire régulier. C'est l'aquaculture qui a permis ce changement.

Grâce à cette régularité et aux nombreuses études sur les vertus nutritives du poisson, la consommation a explosé depuis 10 ans. Alors même que la pêche s'effondrait un peu partout dans le monde.

« La plupart de l'augmentation de la demande mondiale en poissons proviendra de l'aquaculture, pas de la pêche », dit Barry Hill, biologiste au ministère de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick, autour d'un repas d'aiglefin frit sur le bord de la route 1. « Je ne crois pas que la pêche va disparaître. Les pêcheurs vont simplement passer à une autre espèce, comme ils le font depuis

toujours. La pêche a l'avantage sur l'aquaculture, car elle est plus flexible pour passer d'une espèce à l'autre. C'est ce qui va lui permettre de survivre. »

D'autres experts ne voient pas ces changements avec le même optimisme. « L'aquaculture, qui était présentée comme une manière d'alléger la pression sur les ressources halieutiques, empire la situation », affirme Daniel Pauly, du Centre sur les pêcheries de l'Université de la Colombie-Britannique, un des experts mondiaux sur l'effondrement des pêches. « Les gros poissons sont prisés par les fins gourmets parce qu'ils ont plus de chair. Pour cette raison, la pisciculture moderne a visé les gros poissons, dépassant souvent la production de poissons sauvages. Vu que les gros poissons sont carnivores, il faut les nourrir de petits poissons, augmentant d'autant la pression sur les stocks des océans. »

Il faut de deux à cinq kilos de

poissons sauvages pour produire un kilo de crevettes, de saumon, de thon ou de morue. « Nous n'avons pas su gérer la ressource halieutique », déplore M. Pauly. Comme la cueillette et la chasse, qui ont laissé leur place à l'agriculture et l'élevage, la pêche va être remplacée par l'aquaculture. À l'instar des forêts qui sont aussi en train d'être remplacées par des plantations sylvicoles, nous ne pourrions bientôt plus exploiter la nature sauvage. »

Pour contrer ce genre d'arguments, un vétérinaire a publié en 2001, dans la revue *Northern Aquaculture*, une comparaison entre l'aquaculture et l'élevage bovin, qui est décrié par les écologistes mais n'est pas près de disparaître. L'article affirme qu'il faut 1,6 hectare pour produire 1000 tonnes de saumon, mais 3500 hectares pour produire 1000 tonnes de boeuf. Mais ce genre d'analyse n'a pas réussi à faire taire les critiques. Loin de là.

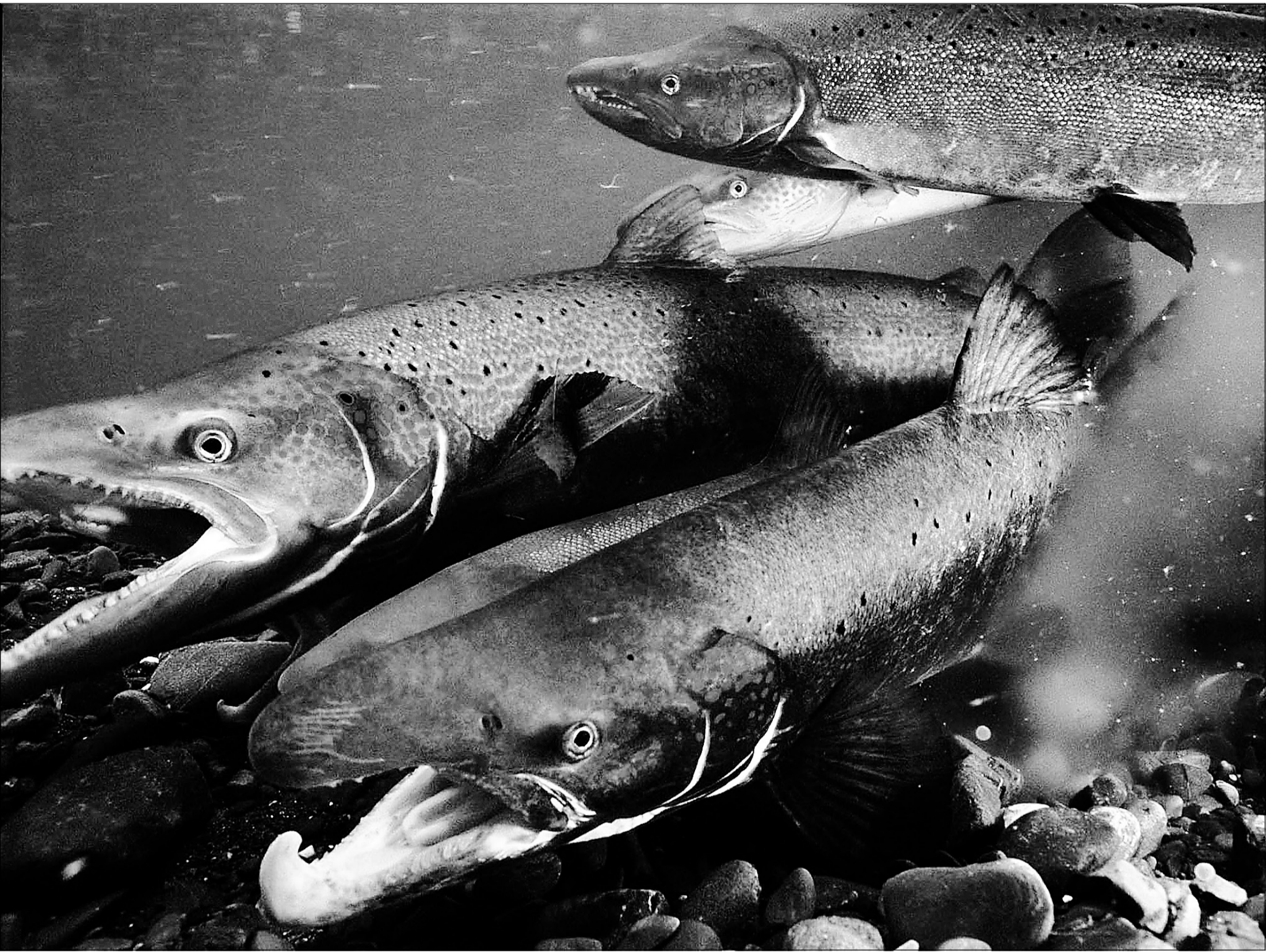


PHOTO PAUL NICKLEN, NATIONAL GEOGRAPHIC REUTERS

Les saumons de l'Atlantique sont de plus en plus convoités. Au Nouveau Brunswick, l'élevage de poissons vient de dépasser la pêche en valeur. L'aquaculture y assure 4600 emplois pour des revenus totaux de 202 millions. La pêche, elle, génère près de 20 000 emplois et des revenus de 194 millions.

La fin de la pêche

Au Nouveau-Brunswick, l'aquaculture fait le bonheur des uns...

L'arraisonnement de chalutiers étrangers par la garde côtière canadienne vient de relancer le débat sur l'épuisement des ressources. Des poissons de moins en moins nombreux et de plus en plus petits, dans un océan convoité comme jamais. À une journée de route de Montréal, des milliers de fermiers de la mer proposent une solution de rechange : ils récoltent des saumons, des moules, bientôt peut-être du caviar. Les retombées économiques de l'aquaculture sont considérables, a constaté Mathieu Perreault. Ce qui n'empêche pas le débat de faire rage entre producteurs et écologistes, inquiets des excréments et de l'affaiblissement des espèces.



MATHIEU PERREULT

ENVOYÉ SPÉCIAL
AU NOUVEAU-BRUNSWICK

L'aquaculture remplacera-t-elle la pêche ? On ne peut s'empêcher de se poser la question dans le comté de Charlotte, au bout de la baie de Fundy, à une heure au sud-ouest de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick. Pendant 100 ans, la région a dépendu de mines et d'une petite enclave touristique, St. Andrews, où le Canadien Pacifique a construit le luxueux hôtel Algonquin ainsi qu'un terrain de golf. Le comté de Charlotte était alors le plus pauvre de la province.

Depuis une demi-douzaine d'années, l'aquaculture du saumon a complètement changé la donne. Les voitures luxueuses de St. George, où sont situées la plupart des usines, des pouponnières de saumons et des quais d'où partent les bateaux qui s'occupent des cages à saumon, rivalisent maintenant avec celles des clients de l'hôtel Algonquin. Le changement est venu tellement vite que St. George se vante toujours d'être la capitale du granite, à cause d'une mine qui a fermé dans les années cinquante !

« Avant l'aquaculture, le plus gros employeur de Charlotte était la commission scolaire », rapporte Brian Glebe, biologiste du Centre de recherches fédéral en aquaculture de St. Andrews.

L'ingénieur qui a élaboré les normes de gestion de l'aquaculture pour la province, Jamie Smith, a accompagné *La Presse* l'automne dernier dans une visite d'une pou-

ponnière et d'une ferme de saumons. Au volant de sa luxueuse-jeep britannique Land Rover, il se rappelle les histoires de jeunesse de son père, qui travaillait dans une usine de poisson de St. Andrews et voyait de loin les riches clients de l'hôtel Algonquin. Grâce au Klondike de l'aquaculture, M. Smith fils peut maintenant côtoyer la haute société de l'hôtel et de son terrain de golf verdoyant.

Au Nouveau-Brunswick, deuxième province productrice après la Colombie-Britannique, l'élevage de poissons vient de dépasser la pêche en valeur. L'aquaculture y assure 4600 emplois directs et indirects, pour des revenus totaux de 202 millions. La pêche, elle, génère près de 20 000 emplois et des revenus de 194 millions.

En 10 ans, l'aquaculture est arrivée à fournir 15 % du poisson produit au Canada. Plus de 95 % du saumon de l'Atlantique provient de l'aquaculture. Certes, cela est dû au fait que les espèces choisies par les fermiers des mers ont plus de valeur. Le saumon, par exemple, constitue 70 % de l'aquaculture canadienne parce que son prix est parmi les plus élevés.

Catastrophe écologique

Les cages à saumon sont éparpillées au milieu des îles de la baie de Fundy. Chaque cage fait au moins 70 mètres de circonférence et est protégée des oiseaux par un filet. À l'une des plateformes est amarré le bateau de ravitaillement, qui lance la moulée au canon pendant que le pilote surveille une caméra située au fond de la baie : quand une trop grande quantité de moulée arrive au fond, cela signifie que la pâte est terminée.

Les caméras permettent de limiter le gaspillage de moulée. Mais elles rappellent aussi que l'aquaculture est au cœur d'une controverse en-

vironnementale. Les caméras ont été introduites pour diminuer la pollution par la moulée excédentaire. Elles constituent une concession des éleveurs, qui y voient maintenant des avantages.

« Est-ce que c'est encore un article négatif ? » demande Barry Hill, biologiste au ministère de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick, en voyant un numéro de la revue britannique *The Economist* sur l'aquaculture. Les spécialistes sont habitués à ce que les médias soient critiques à leur égard et se concentrent sur les problèmes environnementaux. En général, l'industrie a l'épiderme sensible quand il est question d'environnement.

À la Fédération du saumon atlantique, qui regroupe des pêcheurs sportifs et des amateurs de la nature, la vice-présidente, Sue Scott, montre à *La Presse* un graphique faisant

le nombre de saumons diminue sans cesse, au même rythme, depuis 30 ans, bien avant l'aquaculture. En même temps, la population de perche, qui mange le frelin de saumon et de truite, a augmenté. Ce n'est pas l'aquaculture qui est coupable, mais la perche. »

La manie du secret

L'automne dernier, une étude de la World Wildlife Foundation, un organisme écologiste, attribuait une note de 2,85 sur 10 au Canada pour ses politiques aquicoles de protection du saumon de l'Atlantique. La note peut sembler basse, mais les deux premières places, occupées par la Norvège et l'Écosse, franchissaient à peine 3 sur 10. L'Irlande était ex aequo avec le Canada, l'Islande à 2 sur 10, et les États-Unis traînaient la patte à moins de 0,5 sur 10.

Outre la concurrence déloyale avec les saumons sauvages, les deux gros problèmes cités par les opposants à l'aquaculture sont les maladies vétérinaires et leur traitement, et la concentration de moulée inutilisée et d'excréments.

état d'une diminution draconienne du nombre de saumons dans les rivières depuis le début de l'aquaculture. M^{me} Scott note que la pêche sportive rapporte une somme appréciable, 35 millions.

« C'est assez ironique de voir les pêcheurs sportifs se plaindre », note Brian Glebe, du Centre de recherches fédéral de St. Andrews, où ont commencé en 1978 les recherches sur l'aquaculture. « Au départ, voilà un siècle, ce sont eux qui ont mis au point les techniques des pouponnières de saumons pour ensemençer les rivières. Ce que leur graphique ne dit pas, c'est que

sur 96 sites, 67 étaient corrects, 28 ont eu des avertissements et un a été considéré illégal. Le propriétaire a dû pomper toute la vase, il n'avait même pas le droit de la retirer mécaniquement. »

Les pouponnières recyclent plus de 95 % de leur eau. « Le ministère fédéral des Pêches inspecte deux fois par année », assure le contremaître de la pouponnière qu'a visitée *La Presse*, Cory, en parcourant la dizaine de salles séparées par des tapis désinfectants. « Nous sommes obligés de faire tellement attention qu'on peut suivre nos poissons jusque chez le détaillant. »

Pour ce qui est des maladies, les saumons d'élevage ont été accusés d'être des réservoirs d'anémie et de puces de mer. M^{me} McGarry assure que l'usage d'antibiotiques est étroitement contrôlé par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, et qu'ils ne peuvent être utilisés comme promoteurs de croissance, comme pour les animaux. « Il faut une prescription pour en utiliser. Et les bains de salmosan, contre la puce des mers, sont très réglementés. Les aquaculteurs ne peuvent pas les faire trop proche de la récolte, par exemple. »

Il n'existe par contre pas de données sur l'utilisation de salmosan. « Ça a beaucoup diminué, c'est très rare maintenant », se limite à dire la présidente de l'Association des producteurs de saumons du Nouveau-Brunswick, Nell Halse. « De toute façon, on veut éviter les bains de salmosan parce que ça stresse les poissons. »

Cette manie du secret qu'ont les aquaculteurs alimente la méfiance. Il est très difficile de tracer la ligne entre le secret industriel et la complaisance. Les ennemis de l'aquaculture en profitent, et le public n'est toujours pas convaincu.

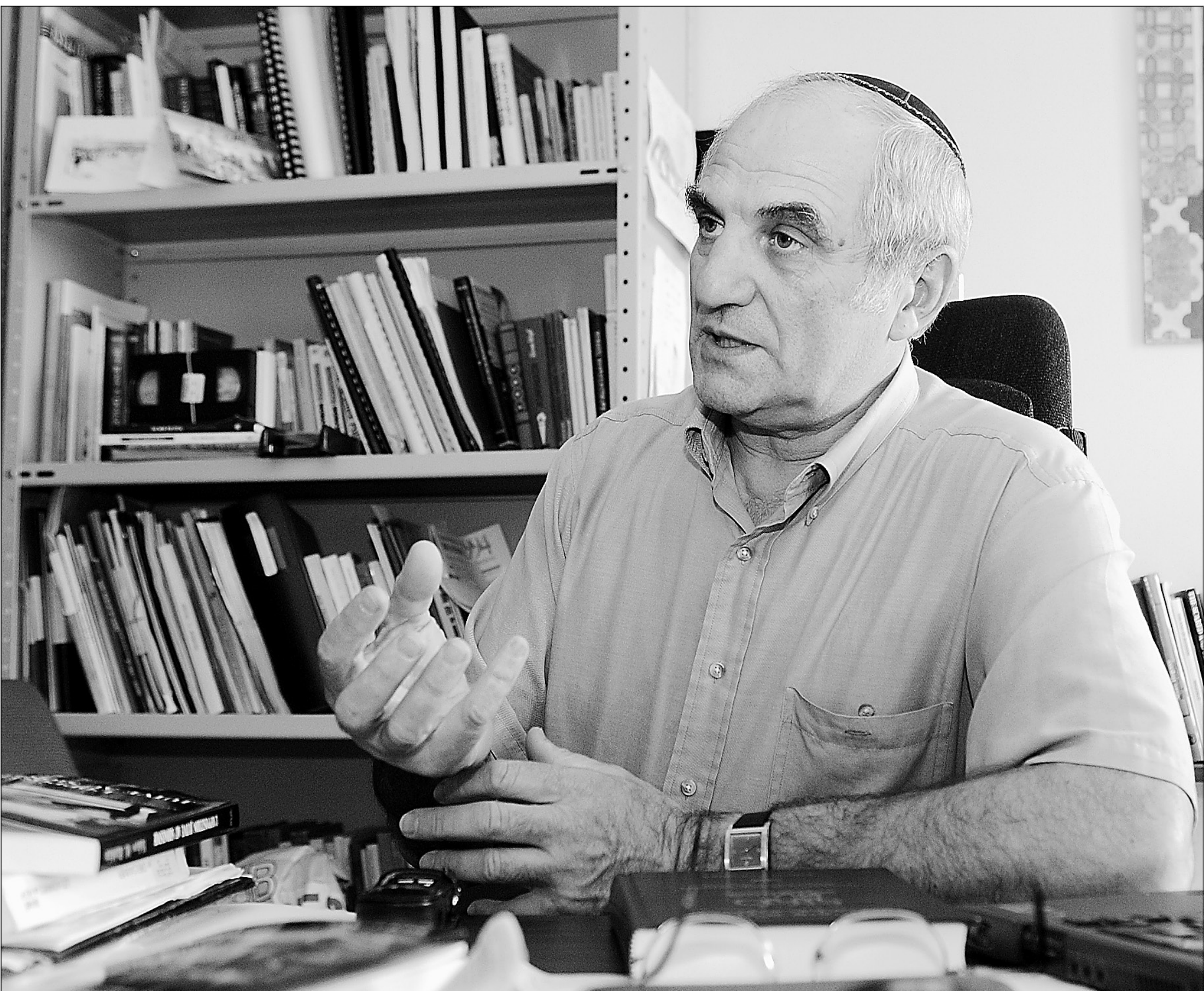


PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

L'historien Yakov Rabkin, professeur à l'Université de Montréal et auteur d'*Au nom de la Torah : une histoire de l'opposition juive au sionisme*.

Juifs et antisionistes

Dans son plus récent ouvrage, l'historien Yakov Rabkin estime que la fondation de l'État d'Israël n'a rien à voir avec la tradition juive.



KARIM BENESSAIEH

Ils seraient à peine « quelques centaines de milliers » sur la planète, ces Juifs qui se disent ouvertement antisionistes, donc opposés à la fondation de l'État d'Israël. Ils forment à peine 1 % de la communauté juive, mais on les a déjà décrits comme « une menace plus fondamentale que l'hostilité arabe et palestinienne » pour l'État hébreu. Ils intriguent les non-Juifs et font l'objet d'un vigoureux débat en Israël. L'historien montréalais Yakov Rabkin leur a consacré son nouvel ouvrage, dans lequel, d'analyses en témoignages, il retrace les fondements de cette idéologie. *La Presse* l'a rencontré.

Q *La Presse* : Vous le dites d'emblée dans votre livre, le phénomène des Juifs antisionistes est très mal connu, du moins chez les non-Juifs. De l'extérieur, le judaïsme est étroitement lié à la quête de la Terre promise, et ce, depuis des millénaires. Vous, vous affirmez au contraire que le sionisme est une rupture dans l'histoire juive.

R Yakov Rabkin : Il est très important à mon avis de distinguer l'espoir messianique, donc le désir de retourner en Terre sainte, qui fait partie du rite juif depuis 2000 ans, et le projet politique qu'est le sionisme. Celui-ci prend ses racines chez des Juifs parfaitement éloignés de cette tradition messianique, qu'ils ignorent peut-être même. Ils utilisent ce désir messianique pour des besoins poli-

tiques, sans aucun intérêt pour la religion.

Q Le retour à la Terre promise et l'existence de l'État d'Israël sont aujourd'hui largement approuvés par les Juifs de la diaspora.

R Oui et non. La majorité des Juifs d'aujourd'hui ne sont pas pratiquants. Pour eux, cette vision messianique est parfaitement étrangère. Ce qu'ils ont fait, c'est de réinterpréter cette tradition en termes d'État-nation. Ils disent : « Voilà, on nous a chassés il y a 2000 ans, ce n'est que justice de rentrer dans notre terre. » Mais la majorité des Juifs d'aujourd'hui ne pratiquent pas le judaïsme, alors pour eux l'identité juive est constituée de deux aspects : l'appui et l'identification à Israël, et la commémoration de la Shoah.

Q Mais quelle est la différence entre le retour moderne du peuple juif en Israël et son arrivée il y a 4000 ans ?

R Il faut d'abord préciser un terme : le sionisme. Il prend ses origines à la fin du 19^e siècle et est un projet politique. Il ne faut pas le confondre avec le désir de retourner et de conquérir la terre d'Israël du temps de Josué. Ce sont des projets parfaitement différents. Dans le premier cas, si vous vous basez sur les textes de la tradition juive, il s'agissait d'un commandement divin d'aller et de prendre la Terre. Selon la Torah, toute conquête de la Terre dépend du comportement moral des Juifs. Ce n'est pas un rapport de force qui est en jeu ; plutôt un équilibre entre les bonnes et les mauvaises actions.

Q Vous tracez un parallèle audacieux entre les Québécois et le peuple juif...

R L'identité essentiellement religieuse s'est transformée chez une partie des Juifs en identité laïque nationale. Pour les Canadiens français, l'identité était largement liée à l'Église. Or, après la Révolution tranquille, il fallait chercher d'autres points d'attache. C'est là qu'est né le terme « Québécois », en même temps qu'une nouvelle identité, qui n'est plus basée sur les croyances mais sur la langue et le territoire. C'est là que la comparaison avec Israël s'impose. Mais il y a bien sûr des distinctions à faire : les Juifs étaient toujours dispersés. Mais le parallèle, c'est le problème de la préservation de la langue.

Q Revenons au sujet de votre livre, l'antisionisme chez des Juifs. Ne craignez-vous pas que cette thèse soit récupérée par des antisémites ?

R L'antisémitisme peut utiliser n'importe quel véhicule. L'antisémitisme, c'est la haine raciale du Juif, qui peut prendre des formes multiples, y compris le sionisme. L'antisémitisme et le sionisme ont un lien conceptuel : la colonisation de la terre d'Israël a bénéficié de l'antisémitisme ailleurs. Mais d'un autre côté, il est tout à fait normal que la critique ou la dénonciation de l'État d'Israël puisse être utilisée par les antisémites. C'est presque évident, ça s'y prête. Mais les dernières données sur l'antisémitisme en Europe sont très intéressantes. Elles indiquent qu'en même temps qu'augmentent et s'intensifient la dénonciation et la critique de l'État d'Israël, surtout de la politique de Sharon, l'antisémitisme diminue. Ça montre que ce n'est pas le même phénomène.

Q Vous définissez-vous comme Juif antisioniste ?

R Non. Il y a des gens qui me perçoivent ainsi. Mais là, on parle du plan personnel, on s'éloigne du livre. Je suis un Juif prati-

quant qui croit en beaucoup de choses qui sont écrites dans la tradition juive, dans les livres de prières. J'ai appris l'hébreu à un âge avancé et tous mes enfants parlent hébreu. Ils ont tous visité avec moi Israël durant mes années sabbatiques. Pratiquement toutes mes années sabbatiques, je les ai passées en Israël. J'y ai beaucoup d'amis.

Mais je ne suis pas sûr que le projet sioniste était une bonne idée. Le maintien de la structure sioniste de l'État exige des sacrifices qui me paraissent exagérés.

Q Quelle est la réception de cette vision au sein de la communauté juive ?

R Le débat n'est pas fermé. Dans cette perspective, il faut connaître ce que disent ces groupes. Vous voyez, dans la préface, qui a été écrite par un Juif laïque israélien, on précise qu'il est très important de comprendre ce qu'ils pensent. Mais je crois que cette ouverture de débat n'est pas le propre des diasporas, où l'on a tendance à resserrer les rangs, à être unanimes, à présenter une unanimité qui n'existe pas en Israël. On essaie bien souvent de créer une illusion d'unanimité qui à mon avis n'est pas très utile.

Q Mais l'opposition juive au sionisme est marginale, à peine de l'ordre de 1 % de la communauté. Et paradoxalement, un sociologue israélien comme Joseph Hodara, que vous citez dans votre livre, parle des courants antisionistes religieux comme d'« une menace plus fondamentale (pour Israël) que l'hostilité arabe et palestinienne ». Comment expliquer cette contradiction ? Quel peut être l'impact d'un groupe aussi faible numériquement ?

R C'est bien que vous ayez cité mon collègue Joseph Hodara. Voilà quelqu'un de laïque qui considère que c'est un problème sérieux, que la légitimité juive de l'État d'Israël est minée par ce gen-

re de discours. Je dis dans mon livre, à propos des Juifs antisionistes : « C'est une minorité, mais ce n'est pas marginal. » Je cite aussi un auteur : « Même si la majorité des Juifs sont prospères mais ne pratiquent pas le judaïsme, ils sont marginaux par rapport à la continuité juive. »

Q Dans la conclusion de votre livre, vous évoquez l'avenir d'Israël. Quelle devrait être à votre avis la place du peuple juif en Palestine ?

R Là, je vous parle non pas en tant qu'auteur, mais comme un Juif qui est très préoccupé par la violence qui sévit en Terre sainte, en Israël et en Palestine. Je me demande, comme dans le cas de beaucoup de guerres, ce qu'on dira quand la paix finale triomphera. Il faut changer le paradigme, il faut changer la perception des choses.

Mais il y a plus. Beaucoup de Juifs et d'Arabes se prennent pour les ambassadeurs de leur parti respectif. Et souvent, ils créent un conflit qui n'a aucun effet sur ce qui se passe là-bas, mais qui fait beaucoup de mal ici. Ce que nous pouvons faire ici, dans la diaspora, c'est de créer des liens d'amitié, de compréhension mutuelle, d'empathie. Si, un jour, la paix commence à prendre forme là-bas, nous aurons ici toute une expérience de vivre ensemble, de compréhension, que nous pourrions transmettre pour inspirer les gens là-bas. Parce que, tôt ou tard, il y aura une commission de paix et de réconciliation là-bas. Tôt ou tard. Nous ne savons pas quand, mais elle aura lieu.

Yakov Rabkin, *Au nom de la Torah : une histoire de l'opposition juive au sionisme* Presse de l'Université Laval 274 p., 2004

LA PRESSE D'AILLEURS

PLUS

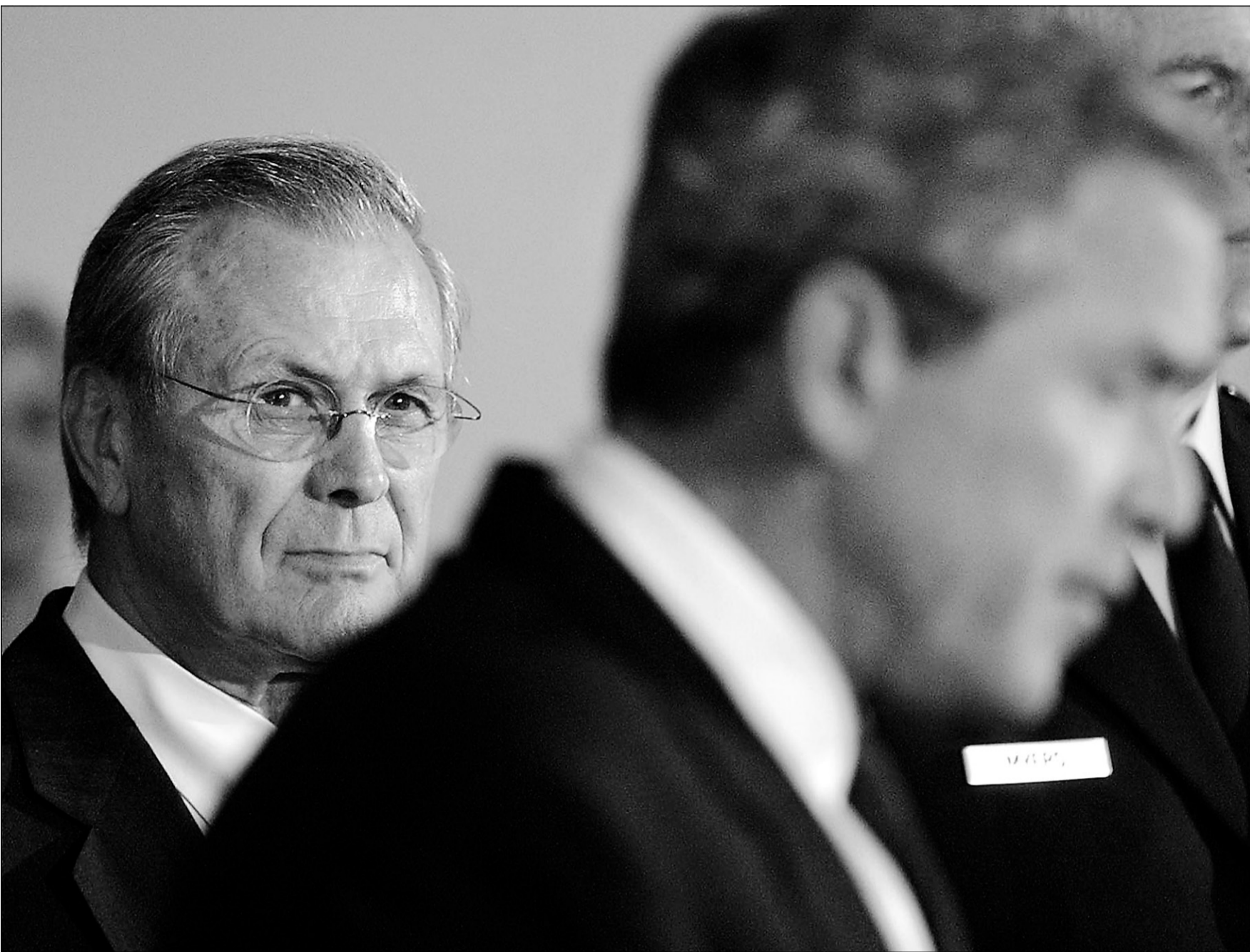
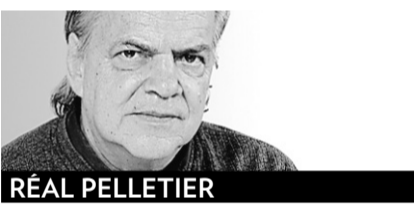


PHOTO AP

Le secrétaire à la Défense des États-Unis, Donald Rumsfeld, écoutant le président des États-Unis, George W. Bush, lui rendre un vibrant hommage lundi dernier au Pentagone, en pleine tourmente sur l'affaire de la torture et des sévices imposés par les forces d'occupation à des prisonniers en Irak.

Faut-il « décapiter » le Pentagone de l'occupant Donald Rumsfeld ?

« I'm sorry » devient le mot-clé pour se tirer des pires pétrins à Washington



RÉAL PELLETIER

Les observateurs qui suivent à la trace les péripéties qui ont conduit à l'occupation de l'Irak n'arrivent pas à expliquer par « l'accident de parcours » la simple théorie que Washington tente aujourd'hui de vendre à propos des tortures et des sévices qui se sont produits à la prison d'Abou Gharib. Bien avant le drame transpirait de l'administration Bush un niveau de langage qui laissait entrevoir pareille déchéance, et le monde de la presse en général n'a pas su relever cette déviance verbale et ses conséquences, estime l'éminent chroniqueur américain William Pfaff, qui suit les événements depuis belle lurette, pour le compte notamment de *l'International Herald Tribune*.

On ne s'étendra pas ici sur les conséquences que le drame de la prison d'Abou Gharib a entraînées, les médias des derniers jours en sont pleins : horreur en pays musulmans et arabes, haut-le-coeur dans les sociétés industrielles, répulsion un peu partout dans le monde, autant de sentiments qui atteindraient une apogée parfaite si chacun de ces petits mondes ne traînait pas aussi, dans un passé plus ou moins lointain, des traces de comportement du même type.

Cela dit, le coup d'Abou Gharib a marqué : lundi dernier, les indices boursiers à New York étaient tombés à leur plus bas depuis la fin de 2003 et la flambée des prix du pétrole n'explique pas tout. Au Pentagone commençait à circuler le chiffre de 66 milliards de dollars pour les opérations américaines en Irak en 2005, compte tenu de la situation nouvelle, rapporte le *Wall Street Journal*. À Bruxelles, un porte-parole de l'OTAN a fait savoir au chroniqueur européen John Vinocur, de *l'IHT*, que ce drame « est le coup le plus dur porté aux États-Unis depuis 25 ans » en ce qu'ils ont « perdu leur autorité morale ». Un ministre européen en vue confie à M. Vinocur que le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, doit partir et qu'il doit être remplacé par l'actuel secrétaire d'État et ex-militaire, Colin Powell. Les Européens sont bien conscients de ne pouvoir chausser les bottes des Américains, mais ils souhaitent qu'une autre Amérique (que celle de Rumsfeld) prenne la relève en Irak.

Rumsfeld contesté

C'est pas si facile, réplique aux États-Unis le prestigieux sénateur démocrate du Connecticut, Joe Lieberman. Le candidat à la vice-présidence démocrate en 2000, réputé près des intérêts d'Israël et partisan de la guerre en Irak, est d'avis que s'il n'existe pas de preuve claire que M. Rumsfeld a quelque chose à voir avec les événements de la prison d'Abou Gharib, on serait mal venu d'exiger le départ du secrétaire à la Défense, d'autant plus qu'il conserve la confiance absolue du Commandant en chef (Bush) et tout ça en plein milieu d'une guerre. Démètre Rumsfeld à ce moment-ci réjouirait trop l'opposition intérieure et étrangère à la présence des États-Unis en Irak. « Nous demeurons une nation de droit et ne devons punir en conséquence que ceux qui sont coupables », conclut M. Lieberman, dans une lettre au *Wall Street Journal*.

Le columnist William Pfaff, cité plus haut, refuse pour sa part de mesurer la responsabilité de M. Rumsfeld — et de toute l'administration Bush — à la seule aune de la chaîne de commandement qui a conduit aux événements d'Abou Gharib. Ce drame, explique-t-il, n'est que l'aboutissement du niveau de langage morbide que tient cette administration depuis belle lurette.

L'auteur rappelle que même avant les attaques du 11 septembre 2001, l'administration Bush ne cachait pas son hostilité à l'égard du droit international et des obligations auxquelles il contraignait les États-Unis. Ce droit international imposait des limites à la souveraineté nationale des États-Unis ou faisait obstacle aux intérêts nationaux bien compris.

Arrive la guerre d'Afghanistan, on transfère des hordes de prisonniers à Guantanamo Bay sans examen sérieux des dossiers et en contravention avec les règles de Genève sur les prisonniers de guerre. Les normes américaines ordinaires de justice comme la présentation d'accusations en bonne et due forme et la présence d'avocats sont alors bafouées et continuent de l'être. Un peu tout le monde aux États-Unis proteste, mais ni la presse américaine ni l'opposition démocrate ne lient de vrai combat. La responsabilité des événements finalement reposera sur les épaules des deux partis. On donne à entendre que des prisonniers pourront être torturés à Guantanamo, mais la classe politique réagit mollement.

La militance que l'on observe durant ces semaines, c'est dans l'entourage néoconservateur de l'administration qu'on la rencontre : des gens qui rappellent — depuis des années d'ailleurs — que l'histoire

se fait dans la violence et que, dans une cause d'intérêt national, l'élite a le droit de tromper l'opinion publique pour atteindre des objectifs que seuls les leaders sont en mesure de comprendre. D'où le langage utilisé pour s'en prendre à l'Irak, sanctuaire d'armes de destruction massive.

Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, poursuit M. Pfaff, répète à qui veut l'entendre que ceux qui s'opposent aux États-Unis en Irak ou ailleurs doivent être tués. Il ne parle pas en termes de les battre ou de négocier, comme le font les Britanniques dans le sud de l'Irak.

Langage déshumanisant

On emprunte alors délibérément en haut lieu tout un langage déshumanisant pour décrire tous ceux qui s'opposent aux États-Unis. Le procédé a pour effet cumulatif de convaincre les troupes américaines que les normes nationales ou internationales de conduite de la guerre ne tiennent plus ou souffrent de déficiences lorsqu'il s'agit de battre le terrorisme.

Le prolongement naturel de cette attitude, c'est le mandat donné aux militaires de tuer les civils qui paraissent menacer les troupes.

Un officier britannique s'est récemment plaint au *Daily Telegraph*, de Londres (journal proaméricain), que « les Américains ne voient pas les Irakiens de la même façon que nous les voyons. Ils les voient comme des *untersmenschen* — des sous-humains —, un terme que les nazis appliquaient aux Juifs et aux Gitanes. Ils ne considèrent pas la perte de vies humaines comme nous le faisons. Leur comportement envers les Irakiens est tragique, effrayant... Ils estiment être en pays de bandits où tout le monde veut les tuer. »

C'est un tel état d'esprit, continue M. Pfaff, qui mène au drame de la prison d'Abou Gharib. Pour ce qui est du niveau de langage, la chaîne de commandement vient de très haut à Washington, note l'auteur.

Quel droit international ?

Chez des gens de la trempe de Donald Rumsfeld, un concept comme celui du droit international appliqué aux prisonniers de guerre devient vite objet de méfiance plutôt qu'article de foi, selon les circonstances. Le très conservateur chroniqueur Albert R. Hunt, du *Wall Street Journal*, raconte une anecdote révélatrice à ce propos. Le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, a invité à un dîner privé récemment quelques huiles de Washington : Donald Rumsfeld, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, le président de la Federal Reserve, Alan Greenspan, les sénateurs Ted Ken-

nedey et Chuck Hagel et quelques journalistes réputés. Arrive à table le sujet des prisonniers de guerre de Guantanamo, on demande à M. Rumsfeld pourquoi on ne les traite pas en conformité avec les conventions de Genève. M. Rumsfeld s'agite, regarde sa femme et lui dit : « Viens Joyce, on s'en va ! » Et ils partent effectivement. « Il devra peut-être devoir faire la même chose au Pentagone sous peu », conclut un Albert R. Hunt dépité.

La grande décision

De fait, deux journalistes de *Newsweek* ont narré, le 26 avril, s'inspirant du dernier livre de Bob Woodward, *Plan of Attack*, comment s'est prise la décision d'aller faire la guerre en Irak. Il se révèle que le président Bush n'aurait jamais demandé à M. Rumsfeld, son secrétaire à la Défense, s'il devait déclarer cette guerre.

Selon M. Woodward, le vice-président Dick Cheney et le bras droit de M. Rumsfeld, l'adjoint Paul Wolfowitz, constituaient alors le petit gouvernement isolé que consultait M. Bush. Les deux hommes cherchaient désespérément alors à établir un lien entre Saddam et les événements du 11 septembre.

Ce qui fait apparaître Donald Rumsfeld finalement comme un exécutant plutôt qu'un homme de décision. Mais à un titre ou à l'autre, il reste responsable de sa fonction. Comme l'est à son niveau le président des États-Unis, George W. Bush.

Tony Judt, directeur du Remarque Institute, de l'Université de New York, n'en revient pas de voir comment s'est développé aux États-Unis ce qu'il appelle « le culte de la contrition ». Il suffit désormais de dire « I'm sorry » pour que tout passe.

« Si, dit-il dans le quotidien *The Independent*, les Rumsfeld, Paul Wolfowitz ou le général Richard Myers étaient des gens d'honneur, ils démissionneraient dans la honte. Si Bush était de calibre présidentiel, ils les aurait déjà congédiés — et aurait assumé la responsabilité de pareille incompétence. »

L'hebdo *The Economist* quant à lui appelle carrément le départ de Donald Rumsfeld, en page frontispice, dans la livraison de la semaine dernière. Comme le fait le sénateur Lieberman, on peut craindre que pareil départ compromette l'effort déployé en Irak, mais qu'il reste produit le même effet. M. Rumsfeld, poursuit *The Economist* a le mérite d'avoir remporté rapidement la guerre conventionnelle, mais depuis, il a aussi été responsable de nombreuses bûves : mauvaise planification post-guerre, débaussation excessive, etc. Et s'il devait partir, ce serait un erreur de le remplacer par un semblable, son adjoint Paul Wolfowitz.

THE NEW YORK TIMES

Désintoxication

La Ville de New York s'enorgueillit de s'être débarrassée de 11 % de ses fumeurs adultes en une seule année (2002-2003), chiffre effectivement remarquable, par l'action combinée de hausses de taxes sur le tabac et de l'interdiction de fumer dans les bars. Cette baisse, comptée par sondage, équivaldrait à 100 000 fumeurs de moins et s'appliquerait à tous les arrondissements, à tous les âges et à tous les groupes ethniques. Le sondage révèle en fait une baisse de 13 % de la consommation de cigarettes, ce qui signifie que ceux qui n'ont pas cessé de fumer fument moins. La taxation du tabac paraît avoir joué un rôle dominant : les efforts combinés de la Ville, de l'État et du gouvernement fédéral ont fait augmenter le prix du paquet de 88 cents en 1999, puis de 1,53 \$ en 2001 et de 3,39 \$ à la mi-2002. Des études révèlent que, habituellement, une hausse de 10 % du prix des cigarettes entraîne une baisse de 4 % de la consommation. Des spécialistes estiment que 100 000 fumeurs de moins voudra dire 30 000 morts prématurées de moins... pour peu que les 100 000 ne recommencent pas.

THE ECONOMIST

Extermination

J'ai déjà eu à la campagne une maison de deux étages avec de hautes fenêtres où des oiseaux venaient régulièrement se fracasser le crâne. Tout indique qu'en milieu urbain, le phénomène atteint des proportions gigantesques. Les gratte-ciel à revêtement de miroir seraient particulièrement assassins. Un matin, on a compté sur le trottoir au pied de deux gratte-ciel de ce type à Toronto 500 oiseaux morts. Une première constatation du genre avait été faite à Chicago il y a 35 ans, après l'érection du John Hancock Centre (96 étages). Le maire Richard Daley est sensible au problème et a fait aménager à proximité des gratte-ciel de nombreux espaces accueillants pour ces oiseaux et 7 millions y auraient trouvé refuge. On estime qu'un milliard d'oiseaux par an aux États-Unis finissent leurs jours fracassés contre une fenêtre de gratte-ciel.

THE NEW YORK TIMES

Incarcération

Les États-Unis sont reconnus pour leur taux élevé d'incarcération ; ce qu'il y a de neuf, c'est que l'emprisonnement à vie occupe une part de plus en plus grande. Dans les prisons d'État et fédérales actuellement, 10 % de tous les détenus sont des condamnés à vie, ce qui représente une augmentation de 83 % depuis 1992. Le phénomène ne résulte pas d'une augmentation de la criminalité, qui a plutôt baissé de 35 % entre 1992 et 2002, mais d'une augmentation de la sévérité des lois. Dans les grands États de New York et de Californie, 20 % des détenus sont condamnés à la prison perpétuelle. Les prisons américaines comptent présentement 127 677 condamnés à vie, la majorité pour crimes avec violence, 68,9 % d'entre eux ayant été déclarés coupables de meurtre. Mais le système place dans la même catégorie 4 % de criminels de la drogue, 3,9 % d'auteurs de crime contre la propriété et un grand nombre de femmes qui ont tué leurs maris après avoir été battues par eux. On dénombre aussi chez ces condamnés à vie 23 523 malades mentaux. Ces données proviennent d'une étude menée par Sentencing Project.

THE NEW YORK TIMES

Tradition

Les glaces ont finalement quitté les étangs, les lacs et les rivières et voici revenu le temps de la pêche. Certains de nos voisins du Vermont s'y adonnent à leur manière, chassant le poisson... à la carabine. Il y a belle lurette que les autorités tentent de mettre fin à cette pratique jugée non sportive et dangereuse, une balle pouvant ricocher à fleur d'eau et poursuivre son chemin, mais rien à faire. Et les chasseurs de poissons ne font pas dans la dentelle : 357 Magnum et autres gros calibres allant jusqu'à l'AK-47. Cette pratique est particulièrement populaire dans le nord du lac Champlain : on grimpe aux arbres au-dessus des plans d'eau et on attend, explique Dean Paquette, chauffeur de locomotive retraité de 66 ans, qui enseigne son art à ses petits-enfants. Le *New York Times* l'a rencontré à St.Alban's Bay. Attendez quelques semaines avant d'aller faire du canot dans le coin. Le danger ne serait pas les armes à feu, mais les retraités qui tombent des branches...

Les bricoleurs du CIEL



Le Proteus, une création de Burt Rutan, le designer le plus marquant de l'aviation expérimentale.

PHOTO JIM KOEPNICK, EAA 2003

On les croit un peu fous quand on les voit bidouiller leurs coucous au fond de leur cour, mais bien des innovations de l'aviation sont passées entre leurs mains besogneuses. Notre chroniqueur a visité la capitale du kit volant.



Un avion en kit Sonex, de John Monnett.

PHOTO LEE ANN ABRAMS, EAA 2003

MATHIEU PERREAULT

OSHKOSH, WISCONSIN – Ces dernières années, l'efficacité des avions de ligne s'est beaucoup améliorée grâce à l'utilisation des matériaux composites. L'Airbus 380, par exemple, diminuera grandement son poids, donc sa consommation de carburant, en ayant un tronc central en composites, une première dans les avions de ligne. Ces matériaux volent en fait depuis une trentaine d'années. Ce sont des passionnés d'aviation qui les ont utilisés pour la première fois dans les années 70. Dans la plupart des pays, les producteurs d'« avions expérimentaux », une expression qui signifie qu'ils sont assemblés par le pilote, ont une latitude complète par rapport aux technologies et aux matériaux.

L'aviation expérimentale est vraiment le moteur de l'innovation aéronautique.

Ces mordus de l'air se sont lancés dans les composites pour améliorer l'efficacité de leurs petits monomoteurs à hélice. Ces dernières années, ils utilisent presque tous des « instruments de verre », un écran cathodique où apparaissent les cadrans. Le *glass panel* est plus léger et coûte moins cher, particulièrement quand vient le temps de changer les instruments : il suffit de changer le logiciel.

La Mecque de l'aviation expérimentale américaine est la ville d'Oshkosh, siège de l'Experimental Aviation Association (EAA). Oshkosh est un nom familier pour de nombreux parents, à cause de la marque de vêtements pour enfants qui porte ce nom. Chaque été, Oshkosh accueille des centaines de pilotes amateurs avec leurs machines, pour le festival Airventure.

« Après la Deuxième Guerre mondiale, beaucoup d'Américains ont commencé à construire leurs avions », explique Charlie Becker, directeur des services d'aviation, en entrevue dans le musée de l'EAA. « Il y avait beaucoup de pièces de guerre disponibles, et beaucoup de gens avaient servi dans l'aviation. Jusqu'au début des années 50, notre association était simplement locale, comme plusieurs centaines d'autres. Mais en 1954, notre fondateur, Paul Poberezny, a publié dans la revue *Mechanics Illustrated* une série d'articles expliquant comment construire son propre avion. Nous sommes ainsi devenus la référence. » M. Poberezny avait servi dans l'aviation durant la guerre.

Un canard autour du monde

Le musée de l'EAA retrace les grands noms de l'aviation

expérimentale. Parmi ceux-ci, nul n'est plus célèbre que Burt Rutan. C'est lui qui a conçu le *Voyager*, cet avion à deux carlingues qui a établi un record mondial en 1986, un tour du monde sans ravitaillement d'essence. M. Rutan a aussi remis à la mode le design « canard », avec un aileron à l'avant, qui avait été adopté par les frères Wright mais est tombé en disgrâce dans les années 20.

Plus récemment, M. Rutan a attiré l'attention de l'armée américaine et de la NASA, qui lui ont confié le design d'avions de recherches. Il travaille aussi au X-Prize, un concours lancé par l'ONG New Spirit of St. Louis Organization, qui récompensera la première équipe capable de lancer deux fois, en moins de deux semaines, un véhicule emportant trois personnes dans l'espace sans remplacement de pièces entre les deux vols. Le design de M. Rutan, un avion à hélices volant à haute altitude lançant une fusée dans l'espace, est parmi les plus avancés des 25 équipes inscrites au X-Prize : il a déjà fait les tests de sa fusée. Le lanceur de M. Rutan est identique à un avion-laboratoire qu'il a conçu pour la NASA, pour les recherches sur la haute atmosphère.

« Burt Rutan est vraiment le designer le plus marquant de l'aviation expérimentale, dit M. Becker avec admiration. C'est lui qui a le premier pensé à intégrer des composites. Comme les avions expérimentaux n'ont pas à subir tous les tests des avions commerciaux, ils peuvent intégrer des technologies très rapidement. La plupart ont maintenant des instruments sur un écran cathodique, alors qu'on en est loin dans l'aviation commerciale. L'aviation expérimentale est vraiment le moteur de l'innovation aéronautique. »

Au fil des années, certains constructeurs de kits d'avions — si l'assemblage est fait par le pilote, comme les meubles IKEA, les autorités considèrent qu'il s'agit d'un avion expérimental — se sont lancés dans l'aviation commerciale. Mais les prix ne sont pas les mêmes : un petit monomoteur à hélice commercial peut facilement dépasser les 100 000 \$US. En comparaison, les kits ne coûtent que 22 000 \$US, moteur inclus.

N'empêche, la plupart des 700 constructeurs de kits américains ne vivent pas de leur art. « Seulement une trentaine de constructeurs vivent de la vente des kits, dit M. Becker. Les autres ont tous un autre gagne-pain. » Dans le catalogue, on peut trouver des kits de P-51 ou de Spitfire, ces célèbres chasseurs de la Deuxième Guerre mondiale, des biplans antérieurs à la Première Guerre mondiale, et même un triplan Fokker tel que celui que pilotait le célèbre Baron rouge allemand.



Burt Rutan a remis à la mode le design « canard », avec un aileron à l'avant, comme pour ces deux avions Long EZ.

PHOTO JIM KOEPNICK, EAA 2003

Toyota Insight

L'un de ces constructeurs a ses ateliers à côté du musée de l'EAA. Sonex vend ses kits partout dans le monde, avec une forte concentration dans les milieux ruraux américains. Il est récemment retourné aux avions en métal, à cause des avancées du laser. Le propriétaire, John Monnett, vit des ventes de Sonex et emploie sa femme, son fils et un ami. « Je vise le segment économique, dit M. Monnett. Mes prix sont parmi les plus bas du marché, et je vends aussi des kits de moteurs, basés sur un moteur d'ancienne Coccinelle adapté pour l'aviation. J'ai un très bon ratio vitesse minimale-maximale. Je vends aussi des modèles de planeurs à moteur, qui ont un très bon marché parce qu'on n'a pas besoin de test médical pour les piloter. »

L'exemple de Sonex illustre le retour des avions en métal. « On assiste depuis quelques années à un retour du tout-métal, dit M. Becker. Les prix des forages au laser ont baissé rapidement : c'est maintenant 10 fois

moins cher que voilà 15 ans. Ça permet d'avoir une précision qui rapproche le métal des propriétés des composites. On vend les pièces déjà trouées. L'avantage du métal, c'est que l'apparence est déjà bonne : on n'a pas besoin de polir longtemps, comme avec les composites. »

Un seul avion expérimental a jamais été vendu avec un moteur à réaction : le BD5, dans les années 70. Burt Rutan s'est associé à un fabricant de moteurs à réaction, Williams, pour faire un prototype d'avion d'affaires, mais cela ne compte pas dans la catégorie expérimentale. Selon M. Becker, il faudra que les prix des moteurs à réaction baissent d'au moins 70 % — les moins chers, dans la catégorie de 150 à 200 livres de poussée qui intéresse l'aviation expérimentale, sont maintenant à 100 000 \$ — pour que le changement ait lieu. « Mais je crois que ça va arriver d'ici cinq ans. Le moteur du BD5 coûtait 40 000 \$ en 1975. En considérant l'inflation, le prix a sûrement baissé. » Une somme de 40 000 \$US en 1975 équivaut à 150 000 \$US aujourd'hui.

Cela signifie que le prix a chuté du tiers en 30 ans. À ce rythme, il faudra encore 60 ans pour que l'aviation expérimentale adopte le moteur à réaction.

Les passionnés de l'aviation donnent dans la culture américaine. On pourrait penser le contraire, puisque l'aviation est souvent associée au secteur militaire — le musée de l'EAA est très fier de sa carlingue de B-29, de son Mig 17 et de sa collection de chasseurs de la Deuxième Guerre mondiale. Mais l'obsession de l'efficacité place les aviateurs expérimentaux dans une classe à part. Quand Charlie Becker est arrivé dans l'atelier de John Monnett, ce dernier lui a fait part des derniers exploits de sa Toyota Insight, une automobile à moteur hybride qui est particulièrement à la mode parmi les écolos.

« J'ai fait 84 milles au gallon ! » s'est exclamé M. Monnett (l'équivalent de trois litres au 100 kilomètres). Le discours surprend au Wisconsin, berceau des Harley Davidson et paradis des pick-ups.